

Autonomie protéique des élevages wallons, nous sommes fort dépendants des concentrés protéiques importés !

Les hauts niveaux de production atteints par l'élevage actuel reposent sur des rations riches et stables en énergie et protéines de qualité. Si en Wallonie les ressources énergétiques ne manquent pas, les aliments riches en protéines ou matières premières riches en protéines (MRP), définies comme dosant plus de 15% protéines [1], sont produites en quantité réduite à l'échelle locale. Où se situe donc notre autonomie en protéines ?

L'agriculture européenne et sa dépendance aux protéines importées, le contexte historique

La dépendance protéinique de l'agriculture européenne n'est pas nouvelle et est intimement liée à la formation de l'Europe et de la Politique Agricole Commune (PAC). En effet, dès la formation de l'Europe en 1958, alors Communauté économique européenne (CEE), de nombreuses négociations avec les États-Unis sont nécessaires à la validation internationale de la PAC. Même si le plan Marshall (1947) permet une hausse des importations de soja américain en Europe, ce sont les accords du Dillon Round en 1960-1961 qui formalisent la suppression des droits de douane sur les oléagineux importés en contrepartie d'une tolérance pour les mécanismes de soutien à l'agriculture européenne. Ces accords forment la spécialisation de l'Europe dans la production céréalière et son désintérêt concernant les protéagineux [2].

En 1973, suite à une demande mondiale grandissante et une mauvaise récolte, un embargo des États-Unis sur les exportations de soja met en lumière la vulnérabilité de l'agriculture européenne liée à sa dépendance aux importations de MRP. En réaction, depuis cette époque, même s'il est admis que le retour de cultures riches en protéines dans l'assolement européen puisse avoir des effets positifs pour la qualité et la santé du sol, la gestion de l'azote, la biodiversité et la réduction des émissions de gaz à effet de serre, plusieurs plans protéiques voient le jour avec peu de succès, dû à un verrouillage du système technologique mis en place promouvant les céréales [3]. Encore aujourd'hui, l'Europe montre une autonomie protéique globale de 80% [4] mais importe 70% de ses besoins en MRP [5].

La dépendance en protéines de l'Europe est principalement une dépendance de la part de l'élevage au soja vers qui se dirige 93% du soja utilisé [2]. Le soja représente 64% des besoins européens en MRP et est importé à hauteur de 97%, ce qui représente 29,5 millions de tonnes dont 17 sous forme de tourteau. Le colza et le tournesol (25% des besoins en MRP) ne sont importés qu'à hauteur de 18%. En effet, le tourteau de soja s'est rapidement imposé en alimentation animale dû à sa haute teneur en protéines (et en énergie) ainsi qu'à son équilibre en acides aminés [5]. Il permet de corriger facilement une ration sans la modifier grandement. Bien que le tourteau de soja soit effectivement un co-produit de la trituration des graines de soja pour en extraire l'huile, il n'est pas aussi évident que dans le cas d'autres co-produits que ce soit l'huile qui motive sa production...

La culture du soja est encore en plein essor en Amérique du Sud. Cependant, celle-ci a de lourdes conséquences environnementales. L'extension des terres de cultures pousse à la déforestation des forêts primaires induisant la dégradation des sols, le dérèglement climatique et la perte de biodiversité [6]. Par ailleurs, le marché du soja est instable lié à la fois au fait que la production est portée à 75% par seulement trois pays où plus de 90% du soja est OGM (Argentine, Brésil et États-Unis) et par l'actuelle position de force de la Chine sur les importations. En effet, là où l'Europe était importatrice de 50% du soja mondial dans les années 50, elle est aujourd'hui relayée au second plan, avec 12% des achats internationaux, derrière la Chine qui en cette même période est passée de 0 à 60% des importations [7]. Tout ceci rend le secteur de l'élevage européen vulnérable aux variations de production, aux évolutions des réglementations douanières et aux achats en provenance de la Chine.

Et en Wallonie, où en est-on ?

Les résultats suivants sont issus d'une étude réalisée sur les années 2014, 2015 et 2016. Les surfaces utilisées et les rendements annuels moyens des cultures dédiées à l'élevage proviennent des statistiques nationales (Statbel). Une estimation de leur teneur protéique respectivement additionnée aux données concernant les co-produits provenant d'études antérieures du Centre wallon de Recherches agronomiques permet l'évaluation des sources de protéines régionales (Fig. 2A et Fig. 2B). Les drêches de brasserie ne sont pas considérées ici car l'orge brassicole est presque entièrement importé. L'énumération des d'animaux d'élevage réalisée par Statbel multipliée par leurs besoins respectifs théoriques permet l'évaluation des besoins protéiques régionaux (Fig. 2C).

Autonomie protéique « totale »	Besoins sous forme de MRP	MRP produites	Autonomie protéique corrigée
88,9%	21,1%	4,2%	83,1%

Figure 2 : Principaux résultats de l'étude.

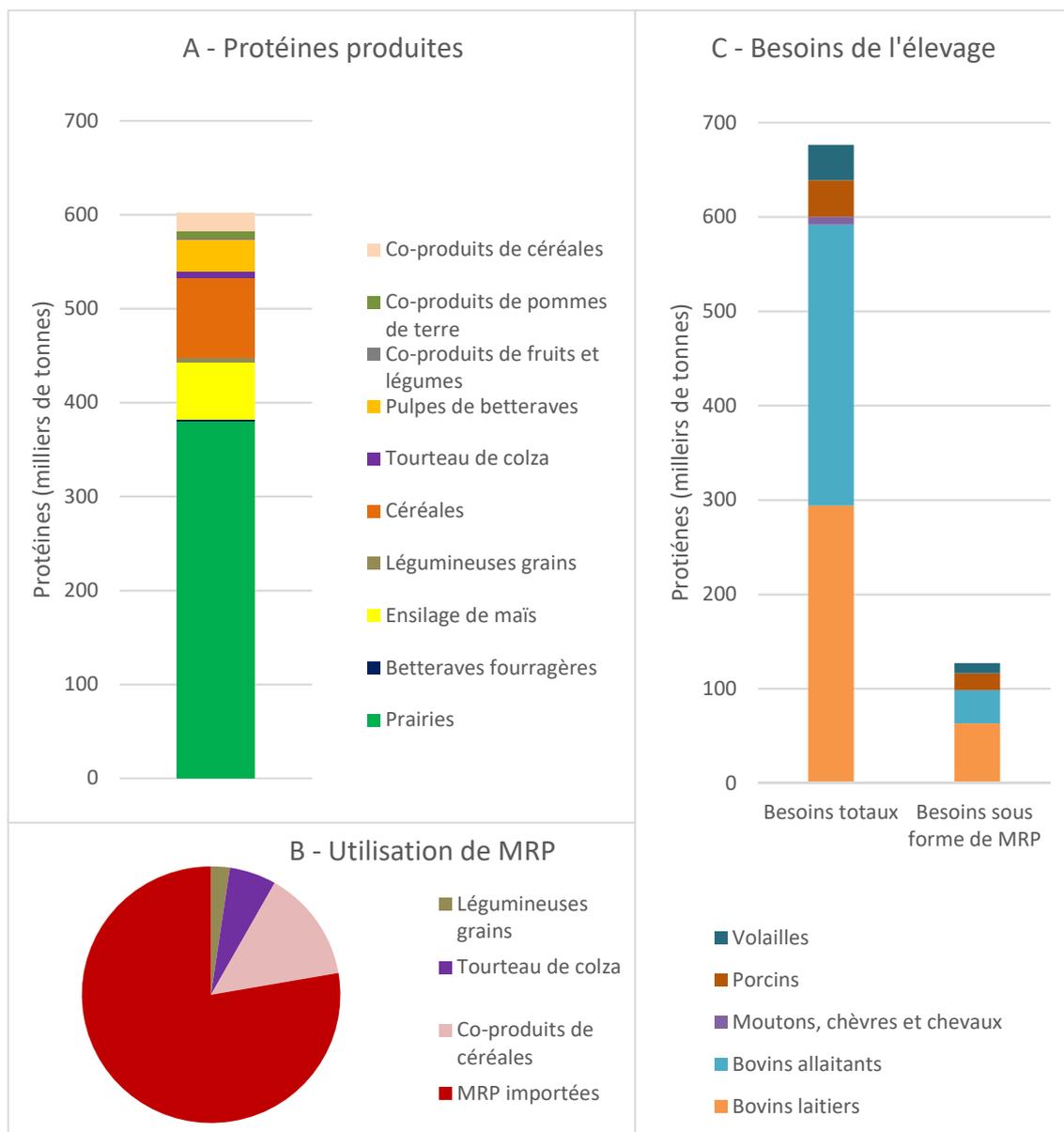


Figure 1 : A – Protéines produites en Région Wallonne à destination des animaux d'élevage. B – Besoins totaux en protéines et besoins en MRP des animaux d'élevage en Région Wallonne. C – Utilisation de MRP en Région Wallonne.

L'autonomie régionale, ratio entre les productions locales de protéines et les besoins du cheptel wallon, se situe potentiellement autour de 90%. Cependant, 21,1% des protéines sont nécessaires sous forme de MRP alors que la région n'en produit que 4,2%. Après correction, l'autonomie protéique n'est donc que de 83,1% (Fig. 1).

La majorité des protéines totales produites proviennent de l'herbe (63,5%), tandis que les céréales fourragères (14,3%) et le maïs ensilage (10,4%) arrivent en deuxième et troisième place (Fig. 2A). Cependant, les sources de MRP régionales ne sont ni abondantes ni diversifiées : on ne retrouve que les légumineuses grains (féveroles, pois, lupin) (2,4%), le tourteau de colza (5,8%) et les co-produits de céréales provenant de l'industrie des biocarburants, de l'amidonnerie ou de la meunerie (14,0%). Les 77,8% restants, ou environ 8 protéines sur les 10 nécessaires, sont des MRP importées (Fig. 2B).

A l'échelle régionale, les bovins nécessitent 87,5% des ressources totales en protéines et 77,4% des ressources en MRP. Bien que relativement égaux dans les besoins en protéines totales, 49,8% des MRP sont destinées au troupeau laitier alors que seulement 27,6% se dirigent vers le troupeau allaitant. Les monogastriques sont des productions minoritaires en Région Wallonne et ne représentent que 11,3% des besoins totaux et 22,5% des besoins en MRP. Les protéines restantes (1,2%) alimentent les moutons, chèvres et chevaux (0,1% des MRP) (Fig. 2C).

Quelques pistes à creuser pour l'avenir

L'amélioration de notre autonomie protéique ne se résume pas uniquement en la production locale de MRP. Même si certaines pistes restent envisageables comme la production de protéagineux que promeut le 1^{er} pilier de la PAC et les MAEC, mais les revenus associés restent faibles [3]. Une autre voie est une optimisation de l'utilisation des co-produits alimentaires locaux, en apportant une meilleure adéquation entre industries et élevages garantissant un flux et une qualité constants. Cependant, l'atout protéique de la Région Wallonne reste sa part importante de superficie agricole utile (SAU) sous forme de prairie. L'herbe et les autres fourrages riches en protéines gagneraient à être (encore) mieux valorisés ou valorisés autrement, notamment chez les monogastriques, dans l'optique de réduire les besoins en MRP. Et enfin, une réflexion pourrait être menée sur la réduction des pertes à différents niveaux (mauvais stockage, déséquilibre de la ration, ...) ainsi que sur les besoins globaux des modes d'élevage actuels car comme le dit Emmanuel Hache dans « Géopolitique des protéines », « La consommation de protéines reste la pierre angulaire de la problématique de dépendance ».

Caroline Battheu-Noirfalise (Centre wallon de Recherches agronomiques)

1. Peyronnet C, Lacampagne J-P, Le Cadre P, Pressenda F. Les sources de protéines dans l'alimentation du bétail en France : la place des oléoprotéagineux. OCL. 2014;21:D402.
2. Issanchou A, Gohain A. La dépendance protéique française : l'impact relatif des initiatives privées et des politiques françaises. 2019.
3. Magrini M-B, Anton M, Cholez C, Corre-Hellou G, Duc G, Jeuffroy M-H, et al. Why are grain-legumes rarely present in cropping systems despite their environmental and nutritional benefits? Analyzing lock-in in the French agrifood system. Ecol Econ. 2016;126:152–62.
4. Dronne Y. Les matières premières agricoles pour l'alimentation humaine et animale : l'UE et la France. INRAE Prod Anim. 2018;31:181–200.
5. Hache E. Géopolitique des protéines. Rev Int Strat. 2015;97:36.

6. Lathuillière MJ, Miranda EJ, Bulle C, Couto EG, Johnson MS. Land occupation and transformation impacts of soybean production in Southern Amazonia, Brazil. J Clean Prod. 2017;149:680–9.

7. MVO. Soybeans and soybean meal : main cultivation and trades flows [Internet]. 2015 [cited 2019 Jan 30]. Available from:
https://mvo.nl/media/handelspolitiek/infographic_soybean_definitief_met_logos.pdf



Le projet AUTOPROT réuni pendant trois ans (de 2018 à 2020), dix organisations partenaires de la Grande Région se situant au Luxembourg, en Lorraine, en Wallonie, en Sarre et en Rhénanie-Palatinat. Ce projet a pour objectif de proposer des solutions aux exploitations laitières de la Grande Région pour accroître leur autonomie protéique.